



UNE AUTRE ÉCONOMIE S'INVENTE ICI

2^e ÉDITION

Économie circulaire en Sud Luberon et Val de Durance

COMPTE RENDU



Remerciements

Le CBE Sud Luberon souhaite adresser ses remerciements à :



- ❖ Blaise Diagne, Maire de Lourmarin et la Fruitière Numérique pour son accueil chaleureux.
- ❖ L'ADEME, la Région PACA et le Département du Vaucluse pour leur soutien précieux qui permet au CBE d'avancer sereinement dans ce projet.
- ❖ Aurélie Ruffinatti (ARPE), Olivier Dubigeon (Sustainway), Yvette Lazzeri (Université Aix-Marseille) et Hélène du Plessis, pour leur soutien technique qui permet au CBE de garder sa ligne directrice tout au long du projet.
- ❖ Les entreprises du territoire ayant donné de leur temps pour participer au diagnostic technique, qui a donné au CBE une base solide d'analyse de l'état des lieux du territoire et une connaissance des actions/projets déjà existants à valoriser et d'idées à faire émerger.
- ❖ Les entreprises et les élus ayant donné de leur temps pour participer aux collèges participatifs, méthode de diagnostic collectif qui a permis aux acteurs économiques, institutionnels et élus de se rencontrer et d'échanger sur leurs problématiques et qui nous a permis de faire émerger des pistes d'actions pertinentes pour le territoire.
- ❖ Les entreprises, associations, institutionnels ayant participé au salon promotionnel et au Bar Camps lors de ce colloque afin de valoriser les initiatives existantes sur le territoire.

Et enfin, tous les participants du colloque qui ont contribué à faire de cette journée, une journée d'échange, de travail collaboratif et de rencontres enrichissantes.

Merci !

SOMMAIRE

CONTEXTE DU COLLOQUE	4
CONFERENCE DE RESTITUTION DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC DU PROJET NOVA TERRA	7
PRESENTATION DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE PAR ANNE-MARIE FRUTEAU DE LACLOS - COORDINATRICE ACTEURS ET ACTIVITES ECONOMIQUES A L'ADEME PACA	7
RESTITUTION DES TRAVAUX : PRESENTATION DU CONTEXTE ET DE LA METHODOLOGIE DE TRAVAIL	8
TRIBUNE ET TMOIGNAGES	12
RESTITUTION DES TRAVAUX : PRESENTATION DU PLAN D'ACTION ET DES FICHES PROJET	14
PRESENTATION MATURETE DU TERRITOIRE YVETTE LAZZERI	18
REMISE DES TROPHEES NOVA TERRA	20
TABLEES DE TRAVAIL ANIMEES PAR O. DUBIGEON	20
ENJEU N°1 : S'ENGAGER POUR UNE INDEPENDANCE ENERGETIQUE	22
ENJEU N°2 : REDYNAMISER LA FILIERE AGRO-ALIMENTAIRE LOCALE : CENTRALES D'ACHAT LOCALE ALIMENTAIRE	22
ENJEU N°3 : CONSTRUIRE LE MAILLAGE DU TERRITOIRE : DYNAMISATION DES CENTRES-VILLES, VILLAGES ET QUARTIERS	23
ENJEU N°4 : ATTEINDRE L'OBJECTIF ZERO DECHETS : GESTION DES DECHETS VERTS	25
ENJEU N°5 : FAVORISER L'INNOVATION RURALE AU SERVICE DE L'IDENTITE TERRITORIALE : TOURISME TERRITORIAL	27
SALON PROMOTIONNEL ET BARCAMPS	29
SALON PROMOTIONNEL	29
BARCAMPS	32
CONCLUSION / EVALUATION	33
ANNEXES	34

Contexte du colloque



Le colloque « Une autre économie s’invente ici » du 10 mai 2016 à Lourmarin, organisé par le Comité Bassin d’Emploi Sud Luberon (CBE) et ses partenaires a réuni **130 personnes sur toute la journée dans les locaux de la Fruitière Numérique à Lourmarin. Entre conférence, salon et pitch d’initiative, l’économie circulaire était au cœur des discussions et d’une journée aux couleurs du projet Nova Terra.**

Initié en 2013, le projet Nova Terra, porté par le Comité de Bassin d’Emploi Sud Luberon et ses partenaires, vise à engager les acteurs économiques, les élus locaux et les citoyens des territoires Sud Luberon et Val de Durance dans une dynamique de développement économique plus économe en ressources, résilient et choisi.

Créer des emplois non délocalisables et pérennes, développer de nouvelles opportunités pour les entreprises du territoire, préserver un environnement exceptionnel vecteur d’attractivité territoriale sont les principaux axes de travail pour amorcer le changement et anticiper les grands enjeux économiques, sociaux et environnementaux du 21ème siècle.

Afin d’appréhender la complexité du projet et d’en assurer la viabilité, le CBE Sud Luberon, positionné en tant que facilitateur, a développé une démarche qui s’appuie sur les contributions de l’ensemble des acteurs. Entreprises, associations, élus travaillent conjointement pour élaborer de manière collaborative une stratégie et un plan d’actions, qui seront déployés sur le territoire avec des porteurs de projet identifiés.

Suite aux conclusions du pré-diagnostic (2014-2015) qui a défini la méthodologie du projet et du diagnostic (2015-2016) : étude d’un panel d’entreprises, étude d’une filière, et d’une démarche participative associant élus locaux, citoyens, entreprises et associations, le colloque constitue la base de la troisième phase du projet, qui consiste à accompagner l’émergence des projets prioritaires.

Par ce colloque, le Comité Bassin d'Emploi Sud Luberon a pu restituer les travaux de la deuxième phase du projet et présenter des pistes d'actions identifiées. Le salon promotionnel et les bar camps ont eu comme objectif de valoriser les acteurs innovants du territoire dans le domaine de l'économie circulaire. En parallèle, les tablées de travail ont permis aux acteurs du territoire de se retrouver pour échanger sur les pistes d'actions retenues par le Comité Bassin d'Emploi.

Dans ce rapport, nous vous restituons le déroulement du colloque du 10 mai 2016 à la Fruitière Numérique de Lourmarin. Les remarques, les questions et les débats vous y sont présentés.

En annexe, vous trouverez les présentations passées lors de la conférence du matin et les retombées presse de cet événement.

Blaise Diagne, Maire de Lourmarin, ouvre le colloque par un mot de remerciements aux participants et présente la Fruitière numérique, dont le fonctionnement du FabLab.

Patrick Miguet, Président du CBE, adresse ses remerciements aux participants ainsi qu'à l'équipe du CBE pour le travail réalisé.

Le Colloque en chiffres ...

130 participants

4h de conférence

25 stands promotionnels

1 village des initiatives

1 espace financeurs

1 espace emploi/formation

1 espace institutionnel

1 espace CBE/PTCE

4 barcamps ou pitches d'initiatives

5 trophées réalisés par la Fruitière numérique

1 buffet des Saisons du Luberon

Conférence de restitution des résultats du diagnostic du projet NOVA TERRA

Présentation de l'économie circulaire par Anne-Marie Fruteau de Laclos - Coordinatrice Acteurs et Activités Economiques à l'ADEME PACA¹

Définition de l'économie circulaire

La définition est introduite par la loi sur la transition énergétique pour une croissance verte du 17 août 2015. Cette loi vise à dépasser le modèle d'économie linéaire consistant à "extraire, consommer, jeter", pour la guider vers une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières.

Le 2 décembre 2015, la Commission Européenne s'engage à travers "le paquet économie circulaire" à faciliter la transition de l'Europe vers une économie circulaire. L'économie circulaire doit renforcer la compétitivité, créer des emplois et générer une croissance durable.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) travaille à l'élaboration d'une stratégie régionale pour l'économie circulaire.



« L'économie circulaire est un concept dont la définition n'est pas encore complètement stabilisée, et l'utilisation de ce terme donne encore souvent lieu à de longues discussions qui ont leur intérêt. L'écologie industrielle territorialisée (EIT) est elle-même souvent appelée économie circulaire. Ce n'est pas grave, même si les mots ont leur

importance, mais ils ne doivent pas constituer des freins. Les choses sont en travail, et les notions, les définitions et les concepts se stabiliseront. Ce que je vous présente aujourd'hui est la définition que l'ADEME a proposé au Ministère de l'Environnement comme base de travail. L'économie circulaire y est définie comme la notion regroupant en 3 grands domaines et 7 piliers l'ensemble des actions, méthodologies et outils visant ce triple objectif commun qu'est la réduction de l'appel aux ressources, la réduction des pollutions, déchets et émissions, et l'amélioration du bien-être des individus. C'est une définition qui a vocation à être modifiée, améliorée, ou même abandonnée. Mais il faut bien à un moment donné s'appuyer sur quelque chose pour essayer d'avancer. La représentation ADEME de l'économie circulaire ne sert finalement qu'à organiser selon une certaine logique celle du cycle de la production et de la consommation – l'offre, la demande, les déchets – les éléments constitutifs de l'économie circulaire de façon à structurer des stratégies : Il s'agit bien de rassembler l'existant pour mieux

¹ Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

l'articuler, faire jouer les synergies et les jeux d'acteurs, et tirer profit de toutes les passerelles possibles entre tous ces éléments pour minimiser l'impact environnemental de nos activités et de notre consommation. »

Présentation des appels à projets nationaux et régionaux au profit des collectivités territoriales et des acteurs économiques.

A titre d'exemple :

L'appel à projet TEPOS'CV : Territoires à Energie Positive pour une Croissance Verte.

L'appel à projet Zéro déchets

L'appel à projet sur la production efficiente et économe pour les appareils de production.

L'appel à projet sur l'éco consommation / l'éco conception / l'économie de fonctionnalité.

Dans un rapport récent de France Stratégie, la dynamique d'économie circulaire a suscité la création de 800 000 emplois équivalent temps plein dans les domaines de la réutilisation, du réemploi, des éco activités liées à la préservation de l'environnement par le traitement des déchets en amont.

Anne Marie Fruteau de Laclos clôture cette présentation en insistant sur le fait que l'économie circulaire est **un moyen, et non une finalité, pour créer un développement durable dans une société apaisée.**

Restitution des travaux : Présentation du contexte et de la méthodologie de travail

Le diaporama est consultable en annexe

Présentation du territoire et éléments de cadrage par Hervé Danneels - Directeur du CBE.

Hervé Danneels commence tout d'abord par remercier les partenaires Anne-Marie Fruteau de Laclos (ADEME), Christelle Deblais (Région PACA), Corinne Dufresne (Département du Vaucluse) et Aurélie Ruffinatti (ARPE).



→ Territoire du CBE :

Trois communautés de communes : Communauté du Pays d'Aix-Marseille (CPA), Communauté Territoriale du Sud Luberon (COTELUB) et Communauté de communes des Portes du Luberon (CCPL).

Entre le Département du Vaucluse et Bouches-du-Rhône.

En Région PACA

30 communes

→ Dynamique économique et sociale du territoire en chiffres :

12 000 entreprises sur le territoire dont 4 944 en Sud Luberon, 7 274 au Val de Durance, 2 891 à Pertuis.

84 322 habitants

→ Les secteurs d'activités :

52 % services (associations, administrations), 14% commerce, 12% construction, 11% agriculture.

→ Les entreprises diagnostiquées :

Nombre de salariés des entreprises diagnostiquées : 3 100 salariés.

Poids économique des établissements diagnostiqués : 600 Millions d'euros.

Nombre et pourcentage équivalent d'habitants au travers des communes diagnostiquées : 74 690 habitants dans les communes participantes (83%).

20 / 30 communes rencontrées.

564 participants actifs sur le projet entre 2014 - 2016.

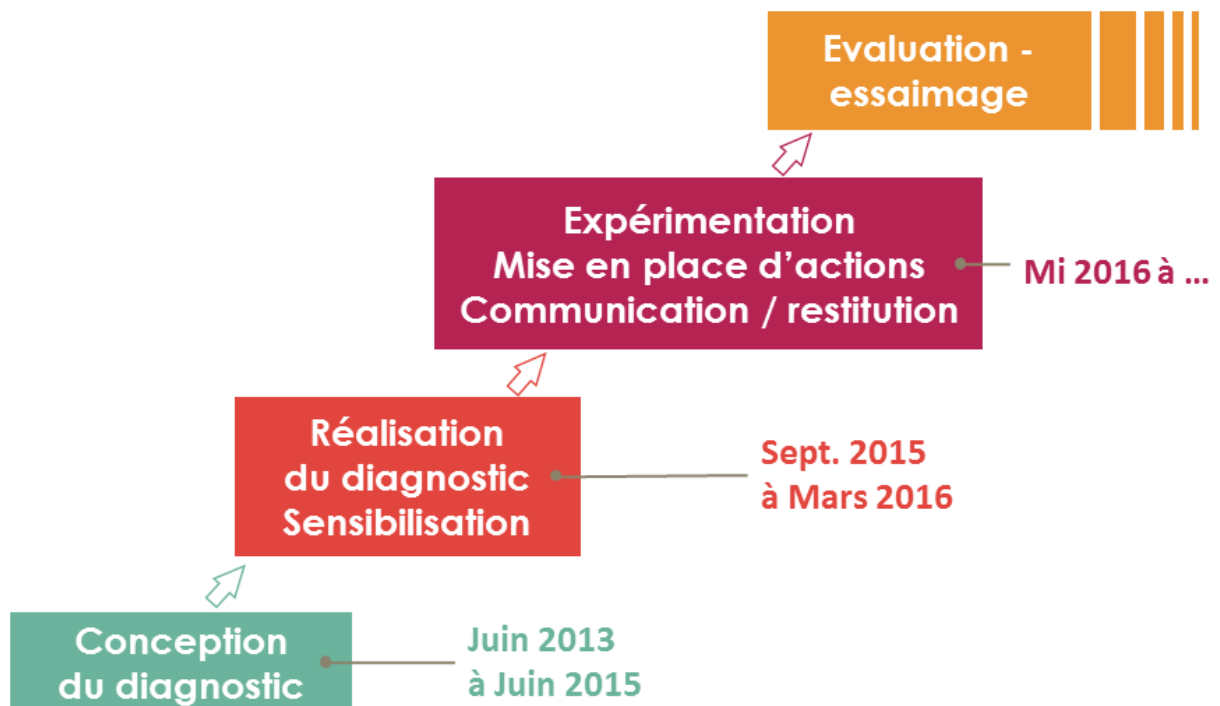
26 réunions sur l'ensemble du projet dont 2 comités de pilotages (COPIL) et 5 comités techniques (COTECH).

Présentation de la méthodologie du projet Nova Terra par Hervé Danneels, Pascal Bondu et Sylvie Dubreuil - CBE.

→ Étapes du projet

Conception du diagnostic : De juin 2013 à juin 2015. Phase longue. Le projet s'appuie sur une Rencontre « Economies Nouvelles » et des expérimentations menées par l'ARPE PACA. Le CBE rencontre l'Ecologie Industrielle à Aubagne, organisé par l'ARPE Paca, en décembre 2013. A la conception, le CBE rencontre des entreprises politiques et territoriales, des associations et des citoyens. Ce fut un travail de sensibilisation des acteurs autour d'une question commune :

Avec ces acteurs, que peut-on mettre en commun ? Quels sont les besoins et les atouts de chacun ?



→ Pilotage du projet

Comité de pilotage :

ADEME – Anne Marie Fruteau de Laclos

Région PACA – Christelle Deblais

Conseil Départemental 84 – Carine Dufresne

Comité technique :

Chambre des métiers et de l'artisanat du Vaucluse

Communauté du Pays d'Aix

Ville de Pertuis

Parc naturel régional du Luberon

ARPE PACA

Chambre de Commerce et d'Industrie

Comité d'experts :

Yvette Lazzeri – Université Aix-Marseille

Olivier Dubigeon – Sustainway

Hélène Du Plessis – Consultante

Aurélien Ruffinatti – ARPE PACA

Équipe du CBE :

Julie Laurent Baby – Coordinatrice du projet Nova Terra

Sylvie Dubreuil – Chargée de mission

Pascal Bondu – Chargé de mission

Hervé Danneels – Directeur

Audrey Bordas – Chargée de mission

Marie Blondeau, Gladys Faudon et Elodie Cravino – Stagiaires

→ Méthodologie du diagnostic par Pascal Bondu (Entrée technique) et Sylvie Dubreuil (Entrée participative), pour recenser les besoins et *in fine* mettre en place des projets innovants et soutenables.

Entrée technique :

Entreprises diagnostiquées : 67 entreprises (28 en Sud Luberon, 14 en Val de Durance, 24 à Pertuis)

- 👉 39 entreprises privées > 5 salariés pour un questionnaire en face à face.
- 👉 10 établissements à forte influence économique pour un questionnaire en face à face.

Pour le diagnostic en face à face : la méthode utilisée pour chacune d'elle est le remplissage d'une fiche d'identité de la structure et un questionnaire adapté à chaque type d'organisation s'appuyant sur les sept piliers de l'économie circulaire, de 120 - 150 questions, avec une approche sociologique de Jean Viard - Chercheur CNRS

- 👉 18 entreprises privées, des TPE < 5 salariés, en questionnaire collectif.

Parmi 12 000 entreprises 70% constituent les TPE (Très petites entreprises) de moins de 5 employés et 1 500 associations sont actives sur le territoire.

Etude de la filière agro-alimentaire : recherche de producteurs locaux.

Entrée participative :

Réunions, concertations et communication au travers de séminaires, de réunions, d'entrepreneuriales et de colloques.



Ateliers par collèges :

- 👉 **Entreprises** : 15 entreprises, parmi lesquelles certaines ont été diagnostiquées. 2 réunions sur l'émergence des idées et creuser les pistes prioritaires.
- 👉 **Collectivité** : 11 communes. 1 réunion de concertation pour identifier les besoins et faire émerger les idées d'action.
- 👉 **Entreprises et collectivités** : 1 rencontre pour fusionner les idées d'action des deux collèges, opérationnaliser les projets.

- ✦ **Citoyens** : Trois rencontres sur le terrain, sous forme de deux marchés et une rencontre au café villageois Le Maquis à Lauris.

Travail d'analyse sur les concordances de l'état des lieux et des pistes d'action entre les 3 collègues.

Tribune et Témoignages



Nathalie Auphan - Directrice de Carrières Cartonnières Bergier à Vaugines.

En quoi votre activité participe-t-elle à l'économie circulaire ?

Production de granulats naturels et recyclage des déchets inertes - des granulats du BTP (Bâtiments et Travaux Publics). Cette double activité s'inscrit dans l'économie circulaire. L'activité est locale, car le gisement s'étend à 40 km. La structure préconise de diversifier son activité pour assurer la pérennité.

Fabienne Dornier - Responsable Qualité vignoble chez Marrenon, Vignobles en Luberon et Ventoux à La Tour Aigues.

Comment l'entreprise se sent-elle impliquée dans la démarche ?

Entreprise de 50 salariés et 1200 producteurs. Il est détenteur de la politique RSE et ISO 26000. Marrenon souhaite développer des synergies avec d'autres entreprises locales. Marrenon est en partenariat avec le Parc Naturel Régional du Lubéron sur la thématique des synergies.

Elise Reynier : Chargée de mission sur l'agenda 21 - Mairie de Venelles.

Que réalise la commune de Venelles sur le territoire ?

Actuellement, l'Agenda 21 de Venelles a 30 actions entre 2009 - 2018, sur les notions de l'économie circulaire et celle du gaspillage alimentaire. L'association Recyclax et la Mairie travaillent autour du

gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires en faisant des campagnes de pesée pour mesurer les kilos de déchets. Notamment, ils ont réalisé des animations de sensibilisation.

Résultats : 150 g à < de 100 g par jour et par enfant.

Avec la collaboration de Madame Ginet - Éluée déléguée au gaspillage alimentaire, à l'économie circulaire et à l'humanitaire : même procédure avec d'autres écoles depuis 2015.

Olivier Arnal - Directeur de Sistem Provence, dans la zone d'activité (ZA) de Saint Martin à Pertuis.

En quoi consiste l'activité de Sistem Provence ? En quoi contribue-t-elle à l'économie circulaire ?

Structure sur le confort énergie habitat pour les particuliers. Préconise d'agrandir l'entreprise sur le territoire, d'apporter leur contribution en termes d'emplois et de valorisation dans la ZA Saint Martin.

Comment pensez-vous que ce projet peut-il contribuer à améliorer les conditions de travail dans la zone d'activité ?

La zone de Saint Martin est idéalement située, aux Portes du Luberon et à la Vallée de la Durance. Agrandir leur influence, permettrait d'organiser au mieux le territoire et de développer les emplois

Jean Brioussel - Adjoint au Maire de Lauris, Chargé de l'environnement, développement humain et solidaire.

Qu'attendez-vous de ce projet ? Quelles priorités souhaiteriez-vous voir ?

-Gestion des déchets verts avec un compost en partenariat avec les agriculteurs et inclusion des biodéchets.

-Développement de la filière couleurs végétales. Cette filière redynamiserait l'agriculture.

-Dynamisation du territoire avec le café villageois, Le Maquis.

- Création d'un maillage territorial entre les entreprises et collectivités territoriales, et qui répond aux problématiques d'un maillage humain et technique.

-Mise en place une SCIC villageoise (Société coopérative d'intérêt collectif) qui permet à des citoyens de prendre des parts pour s'investir dans des activités territoire, et qui permet de pouvoir s'impliquer dans les entreprises et les associations.

Richard Mercier - Directeur de l'ESAT établissements Louis Philibert.

Qu'attend cet établissement de ce projet ?

Entreprise de 260 personnes, dont 220 salariés. Ils ont accueilli 150 personnes à domicile et 115 travaillent. L'intérêt est social : L'établissement a mis en place une politique RSE. L'intérêt est économique. Elle préconise la révision de ses 820 fournisseurs pour trouver de nouveaux partenaires locaux. Et pense s'investir dans l'énergie sur les projets opérationnels porteurs.

Conclusion par Julie Laurent Baby : Remercie les acteurs de la tribune et exprime le souhait d'être opérationnel rapidement.

A la suite de cette tribune, le besoin exprimé est de développer des liens, et une confiance entre les acteurs de ce territoire.

Restitution des travaux : Présentation du plan d'action et des fiches projet

A ce jour, où en sommes-nous ?

Analyse de terrain par les diagnostiqueurs du CBE.

Analyse de la maturité du territoire : Les réalités réalisées sur le territoire. Plus il y a de concordance entre les acteurs, et plus on trouvera des solutions pour faire avancer le projet. Cette maturité guide le choix des actions à mettre en place.

Mise en perspective avec les experts : ils ont consolidés le projet, ont permis de choisir la pertinence des premières actions.

Enjeux et actions prioritaires, et création de groupe de travail avec les acteurs.

Co construction d'une stratégie de développement territorial suite au travail de diagnostic : enjeux du territoire issus d'une convergence des besoins des acteurs économiques et des besoins territoriaux : Le but étant d'ancrer l'économie circulaire sur le territoire.

Résultats

64 bonnes pratiques : Ce sont des idées réalisées dans une collectivité, entreprise, association, qui fait sens dans le cadre de l'économie et du territoire et peut être essaimée dans d'autres communes, entreprises ou associations.

112 émergentes : besoins issus des entreprises, collectivités, associations, répondant à un besoin des entreprises

6 enjeux stratégiques territoriaux sur l'économie circulaire pour trouver une identité territoriale.

- ❖ **S'engager pour une indépendance énergétique** : 8 bonnes pratiques / 10 idées émergentes. Cette idée émerge des besoins des trois collègues.
- ❖ **Redynamiser la filière agroalimentaire** : 15 bonnes pratiques / 24 idées émergentes.
- ❖ **Construire le maillage territorial** : 20 bonnes pratiques / 37 idées émergentes. D'un point de vue humain, les acteurs socio-économiques et d'un point de vue technique (Besoin d'augmenter le débit par la fibre optique).
- ❖ **Atteindre l'objectif zéro déchet** : 22 bonnes pratiques / 20 idées émergentes. Au travers des collègues, le besoin est de limiter les déchets et d'atteindre cet objectif. Projet en cours de plateforme des déchets avec Nathalie Auphan - Directrice de Carrières Cartonnières Bergier à Vaugines.
- ❖ **Favoriser l'innovation rurale au service de l'identité territoriale** (ex : économie du tourisme) : 9 bonnes pratiques / 21 idées émergentes. Innover dans le territoire, c'est lui donner une nouvelle dynamique.

- ✦ **Préserver et valoriser la qualité de vie** (enjeu transversal). Il n'y a pas d'action identifiée. Le territoire est fortement attaché à son patrimoine culturel et naturel. Le besoin est de préserver et de le valoriser.

Critère de sélection des projets

Prioriser par les acteurs du territoire

Faisabilité : réalistes et viables au travers des ressources financières.

Modèle économique : viable (appels à projet en cours, financements possibles mobilisables), en co-construction.

Transférabilité : Plus de transparence, notamment au travers du projet Nova Terra. Notion de partage, de transferts de projets et d'idées pour mettre en place cette économie viable.

Mise en action immédiate

7 projets prioritaires

- ✦ **Enjeu n°1 S'engager pour une indépendance énergétique**

Fiche projet n° 1 : Lancer une dynamique de rénovation énergétique du bâti sur le territoire

Sur la problématique de rénovation de l'habitat sur le territoire, projet de maintenir des personnes âgées sur le territoire, de maintenir les activités. (Cette initiative a été engagée par le Comité d'Expansion 05 à Gap).

Questions et commentaires sur l'action

- *Christine de Saint Meillan - Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Vaucluse qui s'est mobilisé pour aider les entreprises du secteur du bâtiment avec deux plateformes en émergence sur le Vaucluse.*
- *Vincent Sename, CPA (Métropole Marseille Provence, territoire du pays d'Aix). Développement d'une plateforme de rénovation Pays d'Aix portée par l'agence locale de l'énergie du Pays d'Aix, en Val de Durance + Pertuis (dans le cadre du Plan climat territorial voté en 2013)*
- *Venelles : Depuis 2008, des aides aux particuliers ont été fournies pour la rénovation des habitats (après les travaux, il y a une prime isolation, couverture, etc.) Besoin de restructurer le monde des artisans et de soutien.*

- ✦ **Enjeu n°2 Redynamiser la filière agroalimentaire**

Fiche projet n°2 : Gestion des déchets alimentaires

Sur la problématique de la redynamisation de la filière agroalimentaire.

Autres actions en parallèles : Les centrales d'achat locales agroalimentaire et gérer la logistique produits frais.

Questions et commentaires sur l'action

- *ADEME : Il est important de prévenir la production de déchets. Le compost en est la solution. Ce n'est pas un déchet au contraire, c'est une ressource pour enrichir la terre.*

Pour lancer cet enjeu :

Fiche action n° 1 : Généraliser le compostage des bio-déchets. Des pratiques existent, comme le compostage des bio déchets à Meyrargues sur le compostage de quartiers. Cet outil peut avoir une forte diminution de 30% du volume des déchets globaux.

Autres exemples : Le lycée de Pertuis pratique le compostage et Lauris en réflexion sur cet outil. Les restaurants sont fortement intéressés pour réduire le gaspillage alimentaire.

🔻 **Enjeu n°3 à Construire le maillage territorial**

Fiche projet n°3 : Gestion de zones d'activités

Pour répondre à la problématique de l'isolement de certains acteurs.

Pour lancer cet enjeu

Fiche action n° 1 : Outil de communication du territoire : Sur la problématique de trouver un moyen de communication qui permet de retrouver les compétences et les données de chaque structure, en temps réel.

Fiche action n° 2 : Gestion d'une conciergerie d'entreprises : Comment faire gagner du temps aux entreprises, leur apporter des services en mutualisation, de partage de compétences.

Fiche projet n° 4 : Lancer une structure de logistique partagée et / ou décarbonnée

Sur la problématique d'une meilleure logistique du territoire : une gestion de l'économie du territoire, création d'une connexion entre les acteurs en connaissant leurs besoins et leurs atouts, pour créer une logistique intelligente.

Exemples : La Poste développe une logistique mobile : sur une nouvelle façon de travailler et d'utiliser les véhicules de La Poste.

Pour lancer cet action :

Fiche action n° 1 : Service de transport et de livraison

Fiche projet n° 5 : Fédérer et animer les tiers lieux

La problématique porte sur le manque d'optimisation de certains espaces sur le territoire. A l'appui, les espaces de coworking.

Pour lancer cet action :

Fiche action n° 1 : Cartographie des tiers lieux

🔻 **Enjeu n°4 à développer une filière territoriale de valorisation des déchets verts**

Fiche projet n° 6 : Développer une filière territoriale de valorisation des déchets verts

L'enjeu est de ne plus brûler ces déchets verts : Bio masse, méthanisation ou valorisation énergétique - Recherche de porteurs de projet

Mairie de Lauris : Sur un projet de compostage des déchets verts (dans certains cas, il est utile de brûler pour en retirer de l'énergie).

Questions et commentaires sur l'action

Il faut bien articuler les déchets verts et les aliments.

Dans le Var, il est autorisé de brûler les déchets verts, d'après l'arrêté préfectoral de 2013 dans le département du Var, notamment sur le broyage des végétaux.

Dans le Vaucluse, il n'y a pas d'autorisation de brûler, sauf agriculteurs, et sauf particuliers en zone forestière.

L'association Résilience a expérimenté pendant deux ans pour les collectes des déchets dans les cantines, et sur la fabrication de lombricompostage à Apt. Actuellement, l'association développe ce projet sur une plus grande échelle, par l'intermédiaire d'une SCIC, avec les biodéchets au niveau des cantines des restaurants et des collectivités. Deux aspects sont importants : l'amont (collecte) et l'aval (comment le valoriser).

Des déchets sont issus des boues d'épuration : faut-il les épandre ou non ? Exemple sur les conflits sur le plateau de Valensole car perturbateurs d'endocriniens et de nanoparticules dans les boues.

Pour lancer cette action :

Fiche action n° 1 : Qualifier, Quantifier et Volumétrer les gisements

Fiche action n° 2 : Mesurer les flux

🌱 Enjeu n°5 Favoriser l'innovation rurale au service de l'identité territoriale

Fiche projet n° 7 : Soutenir la dynamique des initiatives citoyennes au travers des associations.

Sur le constat que la transition vers l'économie circulaire se fera en grande partie par les citoyens. Besoin de mettre une communication commune, comme un espace informatique accessible à tous.

Questions et commentaires sur l'action

La question se pose sur de quelle(s) identité(s) territoriale(s) parle-t-on. L'identité du territoire a changé depuis l'existence de CBE (1982), en termes de divisions administratives dans le territoire. Le tourisme serait un moyen de redéfinir l'identité territoriale. Hervé Danneels répond à une problématique de territoire, et les limites administratives doivent être dépassées. Il vise les identités territoriales. Pascal Bondu ajoute que ce mot ne doit pas être un frein, mais valoriser la duplicité par l'accueil d'acteurs dans le territoire comme ITER et Cadarache (Centre de l'énergie et de l'atome, dans l'activité de la recherche et du développement sur l'énergie nucléaire).

Pour lancer cet enjeu :

Fiche action n° 1 : Utiliser le dynamisme associatif pour favoriser l'éco-responsabilité des citoyens (Les existants : cafés villageois, manifestations artistiques, autoportées, jardins partagés, compostage de quartiers.)

Présentation Maturité du territoire Yvette Lazzeri

L'enjeu du projet Terra Nova

L'enjeu est global : sur le risque du changement climatique, qui peut jouer sur la sécurité alimentaire. Mais aussi démographique, une hausse démographique qui impactera le territoire, et énergétique.

L'enjeu est local : en termes de d'emplois, de relocalisation, d'extension d'activités, de qualité de vie et bien être.

Il s'agit de territorialiser l'économie circulaire en boucles positives au niveau global et local. On change la vision du territoire et devient contributeur de la construction d'une nouvelle économie : il devient acteur du changement, un modèle économique.

Ancrage à l'échelle du CBE

Fait le constat d'une immaturité du territoire : l'exercice est relativement récent. Cela demande un travail de l'ensemble des acteurs, pour changer la manière de consommer et de se déplacer.

L'atout de ce projet, c'est l'enthousiasme du territoire, et l'avancée du projet qui en est au plan d'action.

D'après le diagnostic des entreprises dans le projet Nova Terra, Yvette Lazzeri constate un attentisme bienveillant : Il n'y a pas de rejet, mais il y a une écoute favorable pour ancrer un nouveau modèle de développement, de la part des entreprises avec beaucoup de réserves, dû à la jeunesse du projet, notamment sur le retour sur investissement, sur comment avancer. Dans ce domaine, le rôle du CBE est primordial.

De la part des entreprises, il y a une réelle prise de conscience. Il y a peut-être des opportunités d'affaire, en termes de mutualisation d'activité et de valorisation de produits.

Foisonnement d'initiatives dans le sens davantage de développement durable, de renouveau des politiques publiques, sur un modèle économique davantage porteur de sens, de circuits courts et de proximité.

Les freins et leviers pour un passage à l'action

Des freins réglementaires : Les marchés publics ont des directives européennes. En 2015 a évolué un nouveau code des marchés publics qui introduit les notions de l'éco conception, le développement durable et les critères socioéconomiques introduits. Les problématiques en jeu, c'est la formation des acteurs.

La question du déchet doit être pris en compte, certains peuvent être transformés en sous-produits. Un catalogue réglementaire de l'Union Européenne regroupe ses sous-produits, repris par la France.

Des freins organisationnels : Il y a un problème de collecte des déchets. Cela pose la question de construction de réseaux efficaces sur le plan économique.

Des freins techniques : Cela porte sur la question du tri des matières et des flux. Pour valoriser, il faut séparer les matières premières d'un produit, les trier, et cela demande des technologies de pointes. C'est le cycle de vie du produit qui est interpellée.

Des freins économiques : Le coût du recyclage est plus important que le coût d'un produit. Il faut travailler sur le modèle économique du recyclage.

Pour les entreprises, la rentabilité n'est pas toujours assurée. Le secteur bancaire doit être moins frileux pour venir en appui à des TPE / PME, pour leur permettre d'aller soit vers la rupture technologique ou de nouveaux produits. Le CBE a un rôle primordial d'accompagnement des entreprises pour les guider vers la valorisation, l'éco conception.

De plus, La demande est tirée par les (bas) prix (alimentaire, construction). Plus la prise de conscience sera grande et plus la demande se tournera vers des produits de meilleure qualité.

Des freins liés au territoire : Sur la problématique du fonctionnement en silo des entreprises, qui ont une méconnaissance du territoire. Cela ne favorise pas la coopération, et le dynamisme du territoire.

Préconisations pour l'avancement du projet

Un accompagnement des TPE / PME dans une démarche de responsabilité sociétale est nécessaire, notamment pour les entreprises locales au service du maillage du territoire, notamment au niveau local. Le CBE a le rôle d'accompagnateur et de formateur. Il y a aussi des normes et des guides sur les achats responsables, l'analyse de cycle de vie, sur l'obsolescence au service des entreprises.

Des études et des expertises doivent être lancées à destination des entreprises locales.

Sur l'identification des résidus : On ne sait pas identifier les déchets classiques, les flux, les différents composants dans un produit. Il faut essayer de qualifier en sous-produit ses résidus afin d'éviter de les réduire en déchets.

La mutualisation et la revalorisation dans les chaînes logistiques locales (du fournisseur au client). Il y a un travail à faire au niveau local pour identifier les chaînes logistiques, repérer les flux de matière au sein de ces chaînes logistiques, à partir de trois acteurs, avec un acteur pivot qui fédérerait ces acteurs.

La gestion des zones industrielles : Il faut orienter les zones industrielles pour favoriser les synergies entre les entreprises.

La gestion des déchets : Le problème posé concerne la collecte et le tri des déchets, consciente de la qualité de déchets généré par leurs activités. Il faut travailler sur le gaspillage alimentaire. On peut développer des centrales de déchets.

Une action en faveur des circuits-courts et de proximité pour une alimentation durable. Il faut travailler davantage sur le maillage du territoire et la chaîne de l'alimentation : sur la filière agricole et l'articulation des acteurs qui composent la chaîne alimentaire.

Remise des trophées Nova Terra

Catégorie des entreprises :

Eurodia - Actifs dans le traitement des déchets, produire des technologies innovantes et propres pour réduire le taux de déchets. Ils sont inscrits dans la politique RSE.

Catégorie des associations :

Association La Bourguette - Accueil des résidents autistes, dans le Vaucluse, les Bouches du Rhône et le Var.

Catégorie des collectivités territoriales :

Venelles - La Mairie est engagée dans le développement durable et l'économie circulaire, ont un agenda 21.

Prix spécial du jury :

Etablissement Louis Philibert - Richard Mercier, Directeur de l'établissement.



Tablees de travail animées par O. Dubigeon

Présentation du travail à faire

Olivier Dubigeon énonce l'objectif du travail proposé à savoir d'approfondir en mode projet 5 pistes d'action établies comme prioritaires par les résultats du diagnostic réalisé par le CBE. Il s'agit d'amorcer l'étape opérationnelle. La liste des 176 bonnes pratiques et idées émergentes classées par enjeu et ordonnées suivant leur priorisation par les membres des collèges (collectivités territoriales et entreprises) est donnée aux participants.

Olivier Dubigeon présente la méthodologie de travail en expliquant chaque item de la fiche de conduite de projet établie comme suit :

1. Le problème à résoudre
2. L'objectif pour résoudre le problème
3. Les résultats attendus et valeur ajoutée (économique, sociale et sociétale)
4. La méthodologie retenue
5. Les ressources (nécessaires, disponibles, à mobiliser)
 - Données
 - Acteurs (dont chef de projet, chargé d'affaires)
 - Moyens
 - Budget
6. Les compétences nécessaires à acquérir
7. La logistique
8. Incontournables
9. Contraintes
 - Temps
 - Totems et tabous
 - Budget
10. Les partenaires et leurs rôles
11. L'écart entre souhaitable et réalisable (évaluer le degré de pertinence)
12. Le délai de réalisation
 - Étapes de réalisation
 - Modalités de travail correspondantes
13. L'outil de contrôle de l'atteinte de l'objectif (évaluation du processus)
 - Modalités de suivi
 - Critères d'évaluation
 - Tableaux de bord
14. Le mode de valorisation

La restitution des travaux des tablées de travail



Olivier Dubigeon demande qu'une restitution soit effectuée sur le niveau de progression des discussions de la table de travail, le contenu des discussions sur la question posée, et constat d'étonnement sur le dispositif de travail (mise en projet).

Enjeu N°1 : S'engager pour une indépendance énergétique

Faute de participants à la tablée sur l'enjeu n°1 « S'engager pour une indépendance énergétique » dont la question à traiter est « Comment atteindre l'indépendance énergétique ? Les sources d'énergies alternatives », la tablée a été supprimée.

Enjeu N°2 : Redynamiser la filière agro-alimentaire locale : Centrales d'achat locale alimentaire

Virginie Ginet (Venelles), Yvette Lazzeri (AMU), Sibylle Leuci (Tout Naturellement), Myriam Schinazi, Marie-Noëlle Varlet (LEAP St Maximin), Pascal Bondu (CBESL)

Le thème discuté a porté sur la gestion des déchets au lieu des centrales d'achat locales.

Peu d'avancée dans la discussion suivant le modèle de la fiche projet

Pré-requis : Favoriser une stratégie de réduction de la production de déchets

Problème à résoudre

Valorisation des déchets

L'objectif pour résoudre le problème

- Faire de certains déchets des sous-produits valorisés ex : pelures d'agrumes sont utilisées pour faire de la pectine
- Quantifier les gisements pour orienter les choix
- Inventorier les filières de valorisation : Méthanisation, Compostage, Animaux (poules, porcs)

Contraintes sur la filière « animaux » mais œufs de poules ne sont pas consommés dans la collectivité.

>> Concernant les 2 autres voies de valorisation : partir des besoins du territoire, donner du sens (sous-produits du compostage ou énergie ?) pour établir une stratégie de valorisation des déchets qui a du sens au niveau du territoire. Ne pas rentrer dans des solutions techniques immédiates qui serait une fuite en avant.

Pas suivant

Se rapprocher d'experts, porteurs de projet qui ont porté des expériences de compostage, de méthanisation, créer des démonstrateurs opérationnels de compostage pour essaimer sur le territoire

Enjeu N°3 : Construire le maillage du territoire : Dynamisation des centres-villes, villages et quartiers

Patrick Miguet (UPES), Isabelle Portefaix (Grand Avignon), Dominique Tesnière (Venelles), Claire Fernandez (CBESL)

Problème à résoudre

Les centres-villes sont fréquentés pour les achats du quotidien, important que cela existe pour les personnes non motorisées.

Les centres se vident, les commerces ferment au profit des zones d'activité marchandes.

Urbanisation : la zone d'activité à tout prix.

Problème du trafic automobile dans les centres-villes

La périurbanisation a engendré une désertification des centres villes (déplacement en voitures)

Pertuis cité dortoir, très proche d'Aix

Venelles coupée en deux, 700 entreprises dans zone d'activité, puis petit centre-ville où peu de commerces

Avignon : commerces du quotidien ont disparus.

Problèmes d'offres de commerces dans les centres villes

Perte de lien social

Objectif pour résoudre le problème

Faire revenir les commerçants et les citoyens dans le centre-ville.

Les centres commerciaux importants réinvestissent les centres villes avec des petits commerces. Les villages devraient refuser ce genre d'enseigne.

Résultats attendus et valeur ajoutée (économique sociale et sociétale)

Développer des commerces produit un effet d'entraînement

Recréer du lien social

Réhabilitation des bâtiments

Revalorisation du patrimoine

Création d'emploi

Garder l'emploi

Gain fiscal

Animation du centre-ville

Permet aussi aux campagnes environnantes d'être dynamisées par les circuits courts (effet d'aubaine)

La méthodologie retenue

Recenser et évaluer les besoins des citoyens et des commerçants

Recenser des locaux commerciaux

Diagnostic collaboratif : associations de commerçants, conseil de quartiers, associations citoyennes dans la ville ou le village (réunion publique participative mensuelle), budget participatif.

Choix d'une approche collaborative

Salon de la franchise à Pertuis : pour inciter l'ouverture de commerces franchisés

Venelles : travail avec associations des commerçants pour identifier les problèmes de chacun

La ville n'est pas qu'un lieu marchand, lieu aussi pour les espaces favorables au lien social

Les ressources

- Données :

Recensement des locaux disponibles et des surfaces disponibles

Recensement des places de parking

Mesure du trafic routier

Plan de déplacements urbains

Recensement de la population par âge

- Acteurs :

La mairie, associations des commerçants, un représentant des commerçants par secteurs, représentants des bureaux des associations de quartiers, créer une fédération d'association, les chambres consulaires

- Les moyens :

Le FiSAC : taxe que verse les grandes surfaces qui sont redistribuées aux communes rurales

Loi Pinel : revitaliser les villes de moins de 100 000 habitants sort en juin.

Faire des locaux commerciaux vides des lieux d'expo etc.

Baux éphémères

Signalisation des places de parking disponibles

Charte graphique

Acquisition par la ville de locaux commerciaux pour les louer à loyer modéré

Transports publics

Monnaie locale

- Budgets :

Budget pour financer des animations

FISAC

Budget d'investissement de la commune

Les compétences spécifiques à acquérir

Recenser les compétences existantes, le parangonnage

Etudier les bonnes pratiques

Logistique

Organiser un système de livraison à énergie douce dans les villes.

Incontournables

La périurbanisation

L'attractivité des centres commerciaux

Développement de la vente par internet

Pôles urbains proches

Contraintes

Contrainte de temps : la temporalité des commerçants n'est pas la même que celle des collectivités

Totem et tabous

Nos propres pratiques sont ambivalentes

Tabous : caractères peu commerçants des commerçants.

La temporalité des commerçants n'est plus adaptée à la temporalité des citoyens.

Pas suivant

Poursuivre avec le groupe de travail

Enjeu N°4 : Atteindre l'objectif zéro déchets : Gestion des déchets verts

Jean Briussel (Lauris), Stéphanie Coleno (EP Louis Philibert), Emmanuel Peltier (EP Diffusion), Elise Reynier (Venelles), Julie Laurent Baby (CBESL)

Problème à résoudre

- Gestion : terme relativement large
- Problèmes les plus importants : broyage, stockage, centralisation de déchets
- Qu'est-ce qu'un déchet vert : problème de particulier, d'entreprise ?
- La question : que veut-on faire après ?
- Le cadre réglementaire : plus de brûlage, il est obligatoire que les communes mettent à disposition des points de dépôt de gestion verts.
- Le brûlage : vrai problème de santé publique 50kg = 5 000km véhicule diesel
- Gardanne absorbe 80% bois hors territoire français : recherche de filière locale

Problème : valorisation des déchets verts sur le territoire

Très large, risque de ne pas réussir à identifier la méthodologie

5 niveaux de valorisation des déchets verts : compostage, bois pour Gardanne, copeau, valorisation bois, herbes

Objectif pour résoudre le problème

- Réduire le volume transporté (Utilisation de mulching, broyeur sur route pour déchets laissés sur place) >> recyclage vers le sol, en laissant sur place

- Recyclage vers d'autres filières

Résultats

Impact sur la santé publique et amélioration sur cycle carbone, impact économique (réduction des coûts dévolus à la gestion), social (création d'entreprise), amélioration fertilité du sol

Méthodologie

- Evaluer, quantifier qualifier les gisements
- adapter au type de déchets verts, ne pas individualiser la méthodologie à chaque commune, s'en tenir à une méthode communiqué et unique (massification, harmoniser les modes de gestion)
- pour le particulier : il faut du « clef en main »

Ressources

- Acteurs :

Les entreprises du territoire : recensement à faire : qui broie ? qui fait des granulés, qui composte, qui transporte, qui récupère quoi : le compost ou le bois ? Agriculteurs prêts à rentrer dans la démarche, collectivités.

- Moyens :

Formation compostage, retourneur, broyeur, bac de récupération des déchets, bac a compost, sensibilisation sur la valeur ajoutée des déchets verts

- Compétences :

Sensibilisation, formation maitre compostage,

- Logistique : le transport, les espaces de collecte, récupération de jus,

Les incontournables

Interdiction de brûler, attention aux déchets générés par le compost (jus), réglementation bio, normes compost et contrôle qualité

Contraintes

Pas d'adhésion des particuliers, nuisances, qualité des déchets refusés par les agriculteurs

Totem : faire le nettoyage écobuage

Tabou : déchets dans le champ des agriculteurs, pour les particuliers : odeurs et nuisances voisinage, esthétique

Partenaire

Communautés de communes et communes (compétences obligatoires), agriculteurs, chambres d'agriculture, associations de protection de l'environnement, associations spécialisés, jardins partagés, accompagnateurs d'emploi pour emploi insertion, entreprises MACCAGNO, BERNIER, granulés, ADEME, Région

L'écart entre le souhaitable et le réalisable

Pas complique, c'est une histoire d'échelle

Souhaitable : le déchet vert reste sur la commune ou sur la commune voisine

Réalisable : dépend de la législation, des partenaires existants sur le territoire

Pas suivant

Aller rencontrer les communautés de communes qui ont la compétence

Enjeu N°5 : Favoriser l'innovation rurale au service de l'identité territoriale : Tourisme territorial

Camille Prouteau (Intermade), Charles-Henry Gallet, Sylvie Dubreuil (CBESL), Marie Blondeau (CBESL)

Différentes formes de tourisme qui s'entrecroisent : Tourisme d'entreprises, tourisme industrielle, tourisme classique...

Thème très large

Problèmes à résoudre

Sur le tourisme classique

- Comment soutenir un tourisme durable ?
- Comment élaborer une stratégie de communication adaptée à l'identité et aux besoins du territoire ?

2ème question a été validée pour la prochaine fois

Objectif pour résoudre le problème

- Recenser les acteurs, les besoins et transmettre les informations
- Développer le maillage des professionnels et des particuliers du tourisme
- Réduire l'impact négatif du tourisme sur le territoire (établir des règles de concurrence, etc.)

Pas suivant

Comment élaborer une stratégie de communication adaptée à l'identité et aux besoins du territoire ?

Ouvrir aux autres acteurs (PNR notamment)

Echange avec les participants

Olivier Dubigeon propose un échange entre les participants.

Il existe des interactions entre les différents enjeux et projets mis en discussion.

Sylvie Dubreuil : *Rester vigilant pour construire les projets, travail difficile à conduire*

Quel projet mettre en place ? Comment le mettre en place ?

Ne pas se disperser pour bien se mettre en action

Priorisation des projets, choix des acteurs pertinents (techniciens qui seront les porteurs)

Yvette Lazzeri : *Renouveler le travail en l'étendant à d'autres acteurs (citoyens, techniciens, experts, etc.)*

Continuité à dérouler la réflexion

Prématuré pour parler de projet sur la thématique choisie

Ecart entre une thématique et une mise en projet

Pascal Bondu : *Concertation avec les bons partenaires du territoire (élus, acteurs économiques concernés par le projet, citoyens, associations)*

Mener plus en profondeur une réflexion

Yvette Lazzeri : *Important de se recentrer sur la question du territoire : Qu'est-ce que les élus veulent faire de ce territoire ?*

Objectifs clairs et précis pour pouvoir travailler sur de l'opérationnel

En fonction de ce qu'on va faire du déchet on va réinterroger le sous-produit initial

Identifier les résidus du territoire potentiellement valorisable

Olivier Dubigeon : *Méthode de conduite du projet global à préciser.*

Le CBE doit positionner une ou des méthodes pour l'ensemble de la conduite du projet

Hervé Danneels : *Aller de l'avant*

Constat sur la démarche en amont : enthousiasme des acteurs locaux, confrontation des entreprises et des collectivités territoriales a démontré la volonté de construire

Choix pour l'avenir reflèteront les choix issus des concertations

Sollicitation des acteurs pour construire l'avenir suivant différents formats de concertation

Salon promotionnel et BarCamps

Salon promotionnel



🔥 Le village des initiatives :

Les granulés de Bois : Entreprise de vente de granulés de bois à base de matières renouvelables et matériaux qui sont fabriqués à partir de produits recyclés. L'entreprise récupère la matière première en local, fabrique et distribue en local.

Couleurs végétales de Provence : Association qui promeut les colorants végétaux. Sous forme d'ateliers artisanaux, les artisans fabriquent les produits à base de couleurs naturelles.

Centrales villageoises du Pays d'Aigues : démarche collective et citoyenne, en faveur des énergies renouvelables et des économies d'énergie pour lutter contre le réchauffement climatique.

Yesweloc : Basé sur l'économie collaborative, le partage, l'échange, Yesweloc a pour but de recréer du lien entre les gens, en s'appuyant sur un nouveau mode de consommation : La consommation collaborative.

Heliopur : Centre technologique, de recherche et développement, dans le recyclage des eaux usées et des biotechnologies environnementales. Elle récupère et valorise les éléments contenus dans les eaux usées comme l'oxygène et l'azote.

MEJE « Planète Arc-en-ciel » : La MAM "M.E.J.E. Planète Arc en ciel" est un lieu d'accueil petite enfance de 2 mois et demi à 4 ans, innovant sur le Vaucluse par une démarche innovante d'engagement vers le développement durable et l'écoresponsabilité et un rapprochement avec les entreprises de la ZAC St MARTIN à Pertuis.

Consommez le Vaucluse : Boutique en ligne qui vend des produits et des services proposés par les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) ou des établissements et services d'aide par le travail (Esat). Les productions et les achats sont locaux et responsables.

Pellenc ST : Société de tri optique dans le traitement des déchets et l'industrie du recyclage. Les machines interviennent sur les déchets issus de la collecte sélective et à l'étape de recyclage de déchets.

FR Drones : Société spécialisée dans l'utilisation de drones et le spectre infrarouge qui permet de réaliser des bilans thermiques de bâtiments industriels ou de lots d'habitations.

OKHRA : Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC), qui met en valeur le Conservatoire des ocres et de la couleur, pour la sauvegarde et la promotion des savoirs et des savoir-faire.

Brasserie artisanale du Luberon : Brasserie artisanale certifiée biologique et engagée dans une vraie démarche responsable. Non pasteurisées et non filtrées, les bières artisanales BAL sont produites à la main en petites quantités selon les procédés les plus strictes.

Tout Naturellement : Association à but non lucratif créée en 2001 par des éco-citoyens soucieux de mettre en œuvre des solutions concrètes pour permettre l'accès de tous à une alimentation de qualité à prix juste.

Manubois Création : Entreprise d'ébénisterie, de marqueterie et de jeux en bois.

Marrenon : Société de 1200 vignerons réunis en coopérative. Marrenon travaille dans la mise en valeur des territoires écologiquement fragiles.

Madame Victoire : Commerce de produits locaux, spécialisée dans le vin et les confitures de qualité.

L'espace institutionnels

La Poste : La poste adopte une politique de développement durable. De la conception des courriers à l'utilisation durable des véhicules, La Poste est éco-responsable : Les papiers sont collectés et recyclés sur le concept de Récy'go. Elle propose des offres responsables et éco-conçues pour minimiser l'impact sur l'environnement. La Poste adopte un principe qu'est la « Mobigreen », un mode de conduite qui est une conduite responsable. Greenovia est une filiale de La Poste, sur le principe d'une mobilité durable. En optimisant les déplacements professionnels, La Poste réduit l'empreinte écologique du parc automobile.

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat Régionale (CMAR) : La CMAR PACA, développe un projet de "Répar'Acteurs", visant à valoriser les métiers des artisans, par la réparation de tous types de produits à taille humaine (ordinateurs, télévisions, instruments de musiques etc.). Les objectifs sont la réduction des déchets, valoriser les savoir-faire des artisans et fédérer les acteurs pour créer de l'emploi.

Entreprendre Durablement en Luberon : Initiative lancée par le Parc naturel régional du Luberon. Les partenaires de ce projet agissent ensemble pour inciter et aider les entreprises présentes sur le territoire du Parc à intégrer les enjeux sociaux et environnementaux dans leurs activités et à recevoir le label EDL (Entreprendre Durablement en Luberon) qui certifie de leur gestion responsable.

🌿 L'espace emploi/formation

Pôle Emploi : Présentation des nouveaux métiers autour du développement durable dans l'éco construction, les énergies renouvelables, la gestion des déchets et les formations aux emplois verts.

Aix-Marseille Université : L'Université propose des cursus sous différentes formes dans l'environnement, le développement durable, l'économie sociale et solidaire etc.

Conservatoire National des Arts et Métiers : Le CNAM PACA propose des formations sur les thématiques de développement durable et de l'énergie.

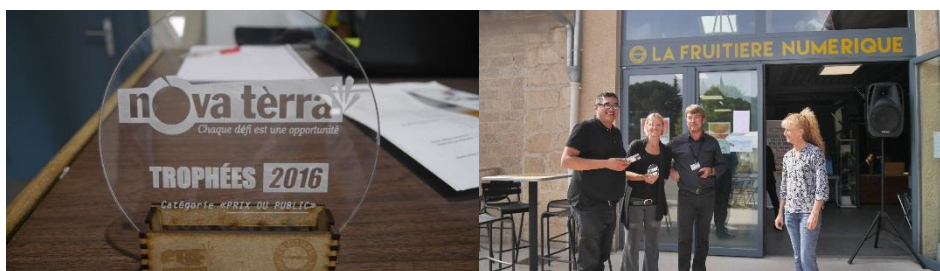
🌿 L'espace financeurs

Le Crédit Lyonnais : Le Crédit Lyonnais intègre le développement durable dans son activité en proposant des offres durables comme les livrets développement durable qui financent des projets sociaux.

La NEF : Coopérative financière, La NEF offre des solutions d'épargne, de crédits pour des projets ayant une utilité écologique, sociale et culturelle, pour des financements de projets durables, ou des épargnes responsables. Elle se revendique être une banque "autrement", en proposant une offre solidaire, transparente et sobre. La NEF aide les acteurs dans la transition écologique et sociale.

Association SEVE : L'association du Système d'échange pour vitaliser l'économie, propose sa monnaie locale qui se nomme "La Roue". Les utilisateurs peuvent échanger chez des producteurs et des commerces locaux. Elle maintient l'économie locale et régionale, en agrandissant les circuits-courts entre le producteur et le consommateur. Elle se présente sous la forme de bons d'échanges, retirés contre des euros auprès de relais de distributeurs et membres du réseau.

Le prix du public (vote du public pour les exposants du salon promotionnel) a été remis à Madame Victoire pour l'originalité de ses produits et son principe de gélification naturelle pour les confitures.



BarCamps

Appelé aussi "pitch d'initiative", sous forme d'ateliers participatifs, les structures présentent leurs activités et échangent avec ses interlocuteurs.

Ont été présentés :

La Mairie de Jouques sur le thème d'un territoire zéro chômeur de longue durée avec ATD Quart Monde. Il s'agit d'un projet où les personnes privées d'emploi, bénéficient d'un emploi en contrat à durée indéterminée au SMIC et adapté à la personne.

Association SEVE (Système d'Échanges pour Vitaliser l'Économie), pour présenter le fonctionnement de la monnaie "La Roue". Elle se présente sous la forme de bons d'échanges, retirés contre des euros auprès de relais de distributeurs et membres du réseau.

La Chambre du commerce et de l'industrie (CCI) sur la plateforme logicielle Act'if développée par la CCI de Montauban et Tarn-et-Garonne. Cette plateforme lance l'économie circulaire en enregistrant les entreprises du territoire et en créant des synergies et de l'échange entre elles.

La filière agro-alimentaire sur le territoire du Sud Luberon et de Val de Durance, est une initiative du projet Nova Terra. Elle présente l'avancement d'une étude, sur un recensement de producteurs du territoire.

Conclusion / évaluation

Dans l'ensemble de cette journée, la problématique générale qui se pose, c'est la problématique du maillage territoriale. Sans une communication ciblée, une mutualisation des compétences et des savoir-faire entre les acteurs, le projet d'économie circulaire pourra difficilement s'ancrer dans le territoire. Lorsque nous parlons d'acteurs ici, nous parlons bien évidemment d'échange entre les acteurs économiques, institutionnels et élus. Il est primordial, pour que la démarche s'ancre sur le territoire et que des actions pilotes voient le jour, que ces différentes typologies d'acteur communiquent ensemble et partagent leur vision de leur territoire de demain et de la stratégie territoriale future. Pour cela, le CBE Sud Luberon joue son rôle d'animateur économique du territoire en faisant le lien entre les différentes parties prenantes afin que l'économie circulaire devienne un enjeu pour tous.

Parallèlement à ce travail effectué avec les entreprises, institutionnels et élus, on constate que la place du citoyen est primordiale dans le territoire. En effet, les dynamiques apportées par les associations citoyennes contribuent sur le court à moyen terme à la mise en place d'actions concrètes. Les citoyens ayant moins de contraintes économiques et/ou administratives, certains projets, à l'échelle d'un village ou d'un groupe de citoyens, peuvent être actionnés très rapidement et influencer sur le territoire de manière significative. C'est pourquoi le CBE doit se positionner à l'échelle du citoyen et c'est pourquoi nous avons décidé de travailler avec l'association Au Maquis, association citoyenne laurissienne, compétente sur les questions d'économie circulaire.

Aujourd'hui, à l'échelle du territoire Sud Luberon/Val de Durance, le CBE joue un rôle de mobilisateur, de médiateur et a autour de lui, un premier groupe d'acteurs, composé d'entreprises, d'associations, d'élus et d'institutionnels, prêt à s'engager dans cette démarche. Nous avons pu remarquer que cette deuxième édition du colloque « Une autre économie s'invente ici » a réuni principalement des personnes déjà sensibles aux problématiques de territoire et d'économie circulaire, ce qui met 2 choses en exergue :

- De nombreux acteurs sont déjà sensibles à ces questions et sont pro-actifs sur le territoire. Les opportunités sont donc nombreuses et nous savons qu'un grand nombre d'entre eux sont prêts à apporter leur soutien, qu'il soit technique, financier ou politique à des projets de territoire.
- Il y a encore un grand travail à effectuer auprès d'autres acteurs, non encore sensibilisés à ces questions mais qui auraient beaucoup à apporter. Le travail de sensibilisation et de communication du CBE est donc un travail de longue haleine que nous devons développer à différentes échelles afin de toucher toutes les personnes concernées.

Un questionnaire sur l'évaluation de la qualité du colloque a été réalisé et distribué aux participants du colloque. L'ensemble a été très satisfait de cette journée, en termes d'organisation de la journée, de la qualité de la conférence et des débats. Nous sentons un entrain des participants à participer au projet.

Annexes

Feuilles d'émergence
Présentation du projet Nova Terra - conférence
Articles de presse

